

**MESSAGE N° 262**  
**du Conseil d'Etat au Grand Conseil**  
**accompagnant le projet de loi modifiant**  
**le code de procédure pénale**

16 mai 2006

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi destiné à modifier le code du 14 novembre 1996 de procédure pénale.

### **1. NÉCESSITÉ DE LÉGIFÉRER**

Dans le cadre des procédures pénales pour infractions à la loi sur les stupéfiants, de grosses quantités de chanvre doivent régulièrement être séquestrées. Les autorités sont alors confrontées à d'importants problèmes: soit les plants restent sur pied durant l'enquête, soit ils sont récoltés et stockés ailleurs, mais doivent être entretenus. Dans les deux cas, la police doit engager des moyens disproportionnés pour assurer respectivement le contrôle et l'entretien des plants. Dans un arrêt du 9 décembre 2004 (ATF 130 I 360) concernant le canton de Berne, le Tribunal fédéral a admis que, dans ce cas de figure, il existe un intérêt à ce que les plants de chanvre puissent être détruits dans les plus brefs délais, c'est-à-dire en cours d'enquête déjà. Il a toutefois précisé qu'une telle destruction anticipée nécessite une base légale claire, dans une loi au sens formel.

Le séquestre ordonné par le juge dans le cadre d'une enquête pénale est réglé aux articles 122 à 125 du code de procédure pénale. La possibilité de détruire des objets séquestrés en cours d'enquête n'y est pas prévue. Or, les expériences faites ces dernières années dans le canton de Fribourg ont prouvé la nécessité de légiférer en la matière. En effet, à défaut d'une base légale, le juge ne peut actuellement ordonner la destruction des plants de chanvre au stade de l'enquête, ce qui a pour conséquence que les cultures de chanvre ne sont plus séquestrées. Certains producteurs de chanvre ont tiré profit de cette situation, en utilisant leurs plantes ou une partie de celles-ci à des fins illégales avant que la procédure pénale ne soit arrivée à terme.

La destruction en cours d'enquête d'objets séquestrés peut s'avérer nécessaire non seulement dans le domaine du chanvre, mais également dans d'autres cas de figure (p. ex. lorsque, dans le cadre d'une procédure pénale, la conservation d'un véhicule sans valeur engendre des frais disproportionnés). Dans certaines situations, une vente anticipée au lieu d'une destruction peut être indiquée, par exemple lorsque l'objet séquestré, exposé à une dépréciation rapide ou nécessitant un entretien coûteux, n'est pas en soi illicite, mais que sa restitution n'est pas envisageable pour des motifs de fait ou de droit (p. ex. lorsque le propriétaire d'un animal n'est pas ou plus en mesure de s'en occuper).

La création d'une base légale allant dans ce sens répond dès lors à un besoin évident.

### **2. MOTION CHARLY HAENNI / RUDOLF VONLANTHEN**

Par motion déposée le 16 mars 2005 et développée le même jour, les députés Charly Haenni et Rudolf Vonlan-

then ont proposé une modification du code de procédure pénale, plus particulièrement la création d'une base légale permettant la destruction ou la vente de gré à gré, en cours d'enquête, d'objets séquestrés.

Les motionnaires ont déposé un projet entièrement rédigé, dont la teneur était la suivante:

«Les objets et valeurs séquestrés qui risquent de se déprécier rapidement ou qui exigent un entretien coûteux peuvent faire soit l'objet d'une réalisation anticipée de gré à gré si leur restitution n'entre pas en ligne de compte pour des motifs de fait ou de droit, soit être détruits déjà au stade de l'enquête par décision du juge avec l'accord du ministère public. Dans ce dernier cas, si le jugement au fond ou la décision de procédure mettant fin à l'instance établit que cette décision n'était pas justifiée et que l'objet en cause était licite, le lésé, à sa requête, est dédommagé au prix du marché; la voie de l'appel est ouverte. La requête doit être présentée en deux exemplaires, dans les 60 jours dès l'entrée en force du jugement ou de la décision à peine d'irrecevabilité.»

Dans sa réponse du 30 août 2005, le Conseil d'Etat a proposé l'acceptation de cette motion, en précisant que le texte proposé – qui correspond à l'article 99 al. 5 du code de procédure pénale valaisan – ne pourrait pas être repris *tel quel*, mais devrait être adapté au droit fribourgeois.

En date du 17 novembre 2005, le Grand Conseil a accepté la prise en considération de la motion Haenni/Vonlanthen.

### **3. MODIFICATION DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE**

Le présent projet propose l'introduction d'un nouvel article 124a CPP, qui traite, dans son premier alinéa, de la destruction et de la réalisation (vente de gré à gré) en cours d'enquête d'objets séquestrés. Le deuxième alinéa pose le principe du dédommagement et précise la procédure à suivre en cas de destruction ou de vente injustifiée d'objets séquestrés. Une destruction ou une vente devra ainsi être qualifiée d'«injustifiée» lorsque la procédure pénale se solde en définitive par un acquittement. Pour le reste, le deuxième alinéa s'inspire largement de ce qui est prévu aux articles 242 ss CPP, au sujet des indemnités pour actes de procédures injustifiés. Ainsi, sous réserve de réduction pour fait du demandeur, la réparation devra par ailleurs être complète et non pas limitée par l'équité.

L'article 2 du projet de loi consacre le principe de l'application immédiate de l'article 124a aux causes en cours d'instruction.

### **4. CONSÉQUENCES FINANCIÈRES ET EN PERSONNEL**

Ce projet n'entraîne aucune conséquence financière ou en personnel.

Nous vous invitons à adopter ce projet de loi modifiant le code de procédure pénale.

**BOTSCHAFT Nr. 262  
des Staatsrats an den Grossen Rat  
zum Gesetzesentwurf zur Änderung  
der Strafprozessordnung**

16. Mai 2006

Wir unterbreiten Ihnen einen Gesetzesentwurf zur Änderung der Strafprozessordnung vom 14. November 1996.  
**1. HANDLUNGSBEDARF**

In Strafverfahren wegen Widerhandlungen gegen das Betäubungsmittelgesetz müssen häufig grössere Mengen von Hanfpflanzen beschlagnahmt werden, was für die Behörden regelmässig mit einem erheblichen Aufwand verbunden ist. Werden die Pflanzen an ihrem Standort belassen, erfordert dies eine aufwändige Überwachung; werden sie an einen anderen Ort gebracht, muss für ihren Unterhalt gesorgt werden. In beiden Fällen entsteht für die Polizei ein unverhältnismässiger Aufwand. In einem Urteil vom 9. Dezember 2004 betreffend einen Berner Fall (BGE 130 I 360) hat das Bundesgericht anerkannt, dass in solchen Fällen ein Interesse daran bestehen kann, beschlagnahmte Hanfpflanzen möglichst rasch, d.h. noch während des laufenden Untersuchungsverfahrens, der Vernichtung zuzuführen. Es hielt jedoch fest, dass für eine solche vorzeitige Vernichtung eine klare und eindeutige Grundlage in einem formellen Gesetz notwendig sei. Die vom Untersuchungsrichter im Rahmen eines Strafverfahrens angeordnete Beschlagnahme von Gegenständen ist in den Artikeln 122 bis 125 der Strafprozessordnung geregelt. Die vorzeitige Vernichtung von beschlagnahmten Gegenständen während eines laufenden Untersuchungsverfahrens ist nicht vorgesehen. Wie die Erfahrungen der letzten Jahre im Kanton Freiburg gezeigt haben, besteht aber ein entsprechender Handlungsbedarf. Mangels einer gesetzlichen Grundlage kann der Richter nämlich keine vorzeitige Vernichtung der Hanfpflanzen anordnen, was zur Folge hat, dass die Hanffelder nicht mehr beschlagnahmt werden. Einige Hanfproduzenten nutzen diese Situation aus, um während des laufenden Strafverfahrens ihre Pflanzen oder einen Teil davon Betäubungsmittelzwecken zuzuführen.

Ein Bedarf für die vorzeitige Vernichtung von beschlagnahmten Gegenständen besteht nicht nur im Bereich des Hanfmissbrauchs, sondern auch in anderen Fällen (z.B. bei wertlosen Fahrzeugen, deren Aufbewahrung während eines langen Strafverfahrens unverhältnismässige Kosten verursacht). In bestimmten Fällen kann sich anstelle der Vernichtung auch eine vorzeitige Verwertung durch Verkauf aufdrängen, so z.B. wenn der – an sich nicht rechtswidrige – beschlagnahmte Gegenstand einer schnellen Wertminderung ausgesetzt ist oder einen kostspieligen Unterhalt erfordert, und aus rechtlichen oder tatsächlichen Gründen nicht dem Eigentümer zurückerstattet werden kann (z.B. wenn der Besitzer eines Tiers nicht oder nicht mehr in der Lage ist, sich um das Tier zu kümmern). Angesichts dieser Erwägungen erscheint die Schaffung einer entsprechenden gesetzlichen Grundlage als notwendig.

**2. MOTION CHARLY HAENNI / RUDOLF  
VONLANTHEN**

Mit einer am 16. März 2005 und am gleichen Tag begründeten Motion haben die Grossräte Charly Haenni und Rudolf Vonlanthen vorgeschlagen, in der Strafpro-

zessordnung eine gesetzliche Grundlage für die vorzeitige Vernichtung oder Verwertung von beschlagnahmten Gegenständen zu schaffen.

Die Motionäre haben einen vollständig redigierten Vorschlag eingereicht, welcher wie folgt lautet:

«Beschlagnahmte Gegenstände oder Vermögenswerte, die schneller Wertminderung ausgesetzt sind oder einen kostspieligen Unterhalt erfordern, können entweder vorzeitig freihändig verwertet werden, sofern eine Rückerstattung aus rechtlichen oder tatsächlichen Gründen nicht in Frage kommt, oder können bereits während der Voruntersuchung mit Entscheid des Richters und der Zustimmung des Staatsanwaltes zerstört werden. Wenn im zweiten Fall das Endurteil oder der instanzabschliessende Verfahrensentscheid feststellt, dass die Vernichtung nicht rechtmässig war, und dass der betroffene Gegenstand zulässig war, wird der Gegenstand auf Gesuch des Betroffenen zum Marktwert ersetzt; die Berufung ist möglich. Das Gesuch muss innert 60 Tagen nach Inkrafttreten des Urteils oder des Entscheids der Unzulässigkeit der Strafe in zweifacher Ausführung eingereicht werden.»

In seiner Antwort vom 30. August 2005 hat der Staatsrat beantragt, die Motion erheblich zu erklären, wobei der vorgeschlagene Text – der exakt demjenigen von Artikel 99 Abs. 5 der Walliser Strafprozessordnung entspricht – nicht *tel quel* übernommen werden könne, sondern dem Freiburger Recht angepasst werden müsse.

Der Grosse Rat hat am 17. November 2005 die Motion Haenni/Vonlanthen erheblich erklärt.

**3. ÄNDERUNG DER STRAFPROZESSORDNUNG**

Der vorliegende Entwurf schlägt die Schaffung eines neuen Artikels 124a StPO vor. Der erste Absatz befasst sich mit der vorzeitigen Vernichtung bzw. Verwertung (freihändiger Verkauf) von beschlagnahmten Gegenständen während eines laufenden Untersuchungsverfahrens. Der zweite Absatz regelt die Frage der Entschädigung bei ungerechtfertigter Vernichtung oder Verwertung von beschlagnahmten Gegenständen. Als «ungerechtfertigt» muss eine Vernichtung oder Verwertung bezeichnet werden, wenn das Strafverfahren letztlich mit einem Freispruch endet. Im Übrigen werden die Regeln von Art. 242 ff. StPO betreffend Entschädigung bei ungerechtfertigten Prozesshandlungen weitgehend übernommen. Unter Vorbehalt einer Herabsetzung wegen Selbstverschuldens des Geschworenen muss somit ein allfälliger Schaden vollständig und nicht nur «angemessen» gedeckt werden.

Artikel 2 des Entwurfs legt fest, dass der neue Artikel 124a StPO unverzüglich auf alle laufenden Verfahren Anwendung findet.

**4. FINANZIELLE UND PERSONELLE  
AUSWIRKUNGEN**

Dieser Entwurf zeitigt keine finanziellen oder personellen Auswirkungen.

Wir empfehlen Ihnen, diesen Gesetzesentwurf zur Änderung der Strafprozessordnung anzunehmen.

## Loi

du

### modifiant le code de procédure pénale

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu le message du Conseil d'Etat du 16 mai 2006;  
Sur la proposition de cette autorité,

*Décrète:*

#### Art. 1

Le code du 14 novembre 1996 de procédure pénale (RSF 32.1) est modifié comme il suit:

**Art. 124a (nouveau)** Destruction ou réalisation  
en cours d'enquête

<sup>1</sup> Le juge peut ordonner, en cours d'enquête, la destruction ou la vente de gré à gré des objets ou des valeurs séquestrés dont la garde est dispendieuse ou qui sont exposés à une rapide détérioration ou dépréciation ou dont il y a lieu de craindre une utilisation abusive.

<sup>2</sup> La personne qui subit un préjudice en raison de la destruction ou de la vente injustifiée de biens séquestrés en obtient réparation sur requête, dans la mesure où elle n'a pas provoqué ni aggravé le préjudice par son fait. La demande, brièvement motivée, doit être présentée à la Chambre pénale dans les trente jours dès l'entrée en force du jugement ou de la décision constatant le caractère injustifié de la destruction ou de la vente.

## Gesetz

vom

### zur Änderung der Strafprozessordnung

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

gestützt auf die Botschaft des Staatsrates vom 16. Mai 2006;  
auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

#### Art. 1

Die Strafprozessordnung vom 14. November 1996 (SGF 32.1) wird wie folgt geändert:

**Art. 124a (neu)** Vernichtung oder Verwertung  
während des Untersuchungsverfahrens

<sup>1</sup> Der Richter kann bereits während des Untersuchungsverfahrens die Vernichtung oder die freihändige Verwertung von beschlagnahmten Gegenständen oder Vermögenswerten anordnen, wenn diese einer schnellen Wertminderung ausgesetzt sind oder einen kostspieligen Unterhalt erfordern oder wenn eine missbräuchliche Verwendung zu befürchten ist.

<sup>2</sup> Wer durch die ungerechtfertigte Vernichtung oder Verwertung von beschlagnahmten Gütern einen Schaden erleidet, erhält auf Antrag Schadenersatz, soweit der Schaden nicht durch eigenes Verhalten verursacht oder vergrößert wurde. Das Gesuch ist mit einer kurzen Begründung innert dreissig Tagen nach Eintritt der Rechtskraft des Urteils oder des Entscheides, in dem die Unzulässigkeit der Vernichtung oder der Verwertung festgestellt wurde, an die Strafkammer zu richten.

**Art. 2**

Les causes en cours d'instruction au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi sont soumises à celle-ci.

**Art. 3**

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

**Art. 2**

Auf Angelegenheiten, die beim Inkrafttreten dieses Gesetzes Gegenstand eines Untersuchungsverfahrens bilden, findet bereits dieses Gesetz Anwendung.

**Art. 3**

Der Staatsrat legt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest.